

REPUBLIQUE DU CONGO

Unité -Travail-Progrès



MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU BUDGET
ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC
(MEFBPP)

DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE A MOYEN TERME 2016-2018



Novembre 2015

SOMMAIRE

Liste des tableaux.....	3
INTRODUCTION.....	4
I. L'EVOLUTION DE L'ECONOMIE NATIONALE ET DES FINANCES PUBLIQUES DE 2013 A 2015.....	6
I.1. Situation de l'économie congolaise de 2013 à 2015.....	6
I.1.1 L'évolution de l'économie réelle.....	6
I.1.2 L'évolution de la situation monétaire.....	10
I.2- Situation des finances publiques de 2013 et 2015.....	12
I.2.1 L'exécution du budget en 2013 et 2014.....	12
I.2.2 Les tendances de l'exécution du budget en 2015.....	14
II. LES PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES MONDIALES ET NATIONALES DE 2016 A 2018.....	22
II.1 Perspectives économiques mondiales.....	23
II.2 Perspectives économiques nationales.....	26
III. LES ORIENTATIONS ECONOMIQUE ET BUDGETAIRE POUR L'ANNEE 2016.....	30
III.1 Orientation économique.....	30
III.2 Orientation budgétaire.....	33
IV. DES PROJECTIONS BUDGETAIRES 2016-2018.....	34
IV.1 Projection des ressources budgétaires.....	34
IV.1.1 Des recettes pétrolières.....	35
IV.1.2 Des recettes fiscales.....	36
IV.2 Projections des dépenses budgétaires.....	38
IV.2.1 Des dépenses de fonctionnement.....	38
IV.2.2 Des dépenses d'investissement.....	40

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUE

Tableau 1 : Evolution du PIB réel (croissance annuelle en %)	8
Graphique 1 : Evolution de l'inflation de 2011 à 2015	9
Tableau 2 : Balance de paiements (en valeur)	10
Tableau 3 : Evolution de la situation monétaire (en valeur)	10
Tableau 4 : Réalisation des ressources budgétaires 2013-2014	13
Tableau 5 : Exécution des dépenses par nature 2013-2014	14
Tableau 6 : Recettes budgétaires propres (hors pétrole) au 31 août 2015	14
Tableau 7 : Ordonnancement des dépenses de fonctionnement de l'Etat (hors dette publique et charges communes)	16-17
Tableau 8 : Ordonnancement des dépenses d'investissement sur ressources internes	19-20
Tableau 9 : Croissance dans le monde (variations annuelles en %)	23
Tableau 10 : Dépenses pour les activités prioritaires	33
Tableau 11 : Prévisions des recettes pétrolières à moyen terme	35
Tableau 12 : Prévisions sur l'évolution du prix du Brent (en \$)	35
Tableau 13 : Projections des recettes fiscales intérieures de 2016 à 2018	36
Tableau 14 : Projection des recettes douanières de 2016 à 2018	37
Tableau 15 : Evolution des dépenses de personnel de la fonction publique	38
Tableau 16 : Projection du service de la dette extérieure 2016-2018	39
Tableau 17 : Projection des dépenses de biens et services et des dépenses de transfert	39
Tableau 18 : Projection des dépenses d'investissement	40
Tableau 20 : Parts stratégiques par axe du PND concernant les dépenses d'investissement (en %)	41
Tableau 21 : Parts stratégiques par ministères (en %)	42

INTRODUCTION

L'environnement mondial dans lequel évolue l'économie congolaise demeure dominé par l'incertitude et des tendances contradictoires. La solide reprise globale de l'économie mondiale, attendue depuis 2010, n'est toujours pas au rendez-vous.

Pendant que les économies de l'OCDE affichent des signes de reprise, celles des pays émergents et des pays en développement connaissent l'essoufflement. C'est pour cela que la croissance de l'économie mondiale reste modérée, avec des perspectives divergentes d'un groupe de pays à un autre.

En 2015, la croissance mondiale ne devrait pas dépasser 3%. Dans les pays dits avancés, la croissance accélérerait en atteignant 2,1% en 2015 contre 1,8% en 2014.

La croissance continuerait de ralentir dans les pays émergents et dans les pays en développement. Elle passerait ainsi de 5% en 2013 à 4,2% en 2015.

En Afrique au sud du Sahara, la tendance à la baisse pourrait être plus accentuée avec un fléchissement d'environ 1 point entre 2013 et 2015. Les prévisions du FMI, de juillet 2015, retiennent un taux de croissance de 4,4% en 2015 pour l'Afrique subsaharienne contre 5,2% en 2013.

Dans ce contexte mondial incertain, le Congo subit un choc exogène, limité pour le moment aux finances publiques.

Dans le même temps, le gouvernement continue de soutenir la croissance économique nationale. Pour ce faire, l'accent sera encore mis sur la diversification de l'économie nationale avec des dépenses

importantes pour les infrastructures, l'éducation et l'appui aux entreprises.

La programmation budgétaire 2016-2018 en tient compte tant pour la mobilisation des ressources que pour la prévision des dépenses.

Le présent document, un des outils de la prospective, s'articule en quatre parties.

La première et la deuxième parties traitent de l'évolution de l'économie nationale et des finances publiques de 2013 à 2015 (I) ainsi que des perspectives macroéconomiques mondiales et nationales pour la période 2016-2018 (II).

La troisième partie fixe les orientations économique et budgétaire pour l'année 2016 (III). La quatrième partie présente les projections budgétaires pour la période 2016-2018.

I. L'ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET DES FINANCES PUBLIQUES DE 2013 A 2015

I.1 SITUATION DE L'ÉCONOMIE CONGOLAISE DE 2013 A 2015

Après trois ans (2011, 2012 et 2013) de décélération, avec un taux de croissance moyen de 3,5% l'an, l'économie nationale a enregistré un rebond en 2014, en progressant de plus de 6% (7,2% selon l'INS et la DGE et 6,8% selon le FMI).

De 2013 à 2015, l'évolution de l'économie congolaise, in fine, se présentera en dents de scie : 3,3% de croissance en 2013, plus 6% en 2014 et 3,5% en 2015.

Sur le plan monétaire, la masse monétaire (M2) continue sa progression à un rythme nettement moins élevé (0,8% en 2013 ; 13% en 2014 et 3,4% en prévision pour 2015) que dans les années passées (33,3% en 2010 ; 38,7% en 2011 et 21,2% en 2012).

Les avoirs extérieurs nets, les plus importants de tous les pays de la zone Franc, ont commencé à baisser en 2013 (-4,1%) et la tendance se poursuivrait en 2015 (-33,9%)* après avoir été confirmé en 2014 (-10,2%).

* Préviation de la BEAC en septembre 2015.

I.1.1 L'EVOLUTION DE L'ECONOMIE REELLE

Le ralentissement de l'économie nationale en 2013, comme en 2012 et 2011, s'explique par l'effondrement de la production pétrolière. En 2013, on a enregistré un PIB pétrole en net recul (-10,3%).

La production pétrolière était passée de 98,8 millions de barils en 2012 à 88,4 millions de barils en 2013. Cette forte baisse a été justifiée par le déclin naturel des champs pétroliers et des problèmes techniques au niveau de l'exploitation.

Cependant, le PIB hors pétrole est resté en croissance à un rythme élevé (8,2%) sans pour autant compenser totalement la chute de l'activité pétrolière. Il en est résulté un taux de croissance de l'économie nationale, en 2013, de 3,3%.

Les activités les plus dynamiques étaient celles des bâtiments et travaux publics avec un taux de croissance de 10,2%, suivies de celles des télécommunications (10%) et de celles des industries alimentaires et manufacturières (9%). Les activités d'agriculture et d'élevage avaient crû de 9% comme celles des industries susmentionnées.

C'est l'amélioration de la production pétrolière, (3,1%) qui est le principal facteur d'explication de la forte croissance (7,2%) de l'économie nationale.

Les activités hors pétrole ont affiché en 2014 des taux de croissance satisfaisants. Les bâtiments et travaux publics ont conservé le premier rang avec un taux de 11,8%. Les télécommunications ont aussi gardé le deuxième rang avec 10,1%. Les industries manufacturières ont progressé à un rythme plus soutenu en 2014 (9,8%) tandis que la croissance des industries alimentaires a légèrement fléchi (8,8%).

En 2015, la nouvelle baisse de la production pétrolière occasionnera à nouveau un ralentissement de la croissance de l'économie nationale.

Tableau 1 : Evolution du PIB réel (croissance annuelle en %)

Branches d'activités	Estimation			
	2012	2013	2014	2015
Agriculture, élevage, chasse et pêche	7,8	8,5	8,1	8,4
Agriculture et élevage	8,3	9,0	8,4	8,9
Chasse	5,2	5,8	4,9	5,3
Pêche	6,1	6,7	7,6	7,2
Sylviculture et exploitation forestière	3,0	3,1	3,4	3,2
Industries extractives	-9,6	-10,3	3,5	-3,4
Pétrole brut	-9,6	-10,3	3,5	-3,4
Autres industries extractives	0,0	0,0	0,0	0,0
Industries manufacturières	8,6	9,0	9,8	9,4
Industries alimentaires	8,4	9,0	8,8	8,1
Electricité, gaz et eau	7,5	7,0	7,8	4,7
Batiments et Travaux publics	10,5	10,2	11,8	3,1
Transports et télécommunications	9,1	9,1	7,8	6,7
Transports	8,6	8,5	6,4	6,1
Télécommunications	9,8	10,0	10,1	7,6
Commerce, restaurants et hôtels	9,5	9,2	7,1	7,0
Administrations publiques	17,7	7,9	9,4	0,7
Autres services	6,0	4,4	6,3	6,3
PIB au coût des facteurs	3,7	3,1	7,0	3,9
Droits et Taxes à l'importation	8,1	8,1	1,9	7,8
PIB aux prix courants du marché	3,8	3,3	7,2	4,0
PIB hors pétrole et mines	9,7	8,2	7,9	6,2
PIB pétrole	-9,6	-10,3	3,5	-3,4

Source Administrations nationales

Sur la période 2013-2015, la hausse des prix à la consommation est dans l'ensemble contenue dans des limites conformes à celles exigées par la surveillance multilatérale de la CEMAC. Partie de 5% en 2012, l'inflation est tombée à 0,9% en 2014 en passant par 4,7% en 2013. Elle est prévue à 2,9% en 2015. Suivant les critères de convergence de la CEMAC, la norme requise en matière d'inflation est qu'elle soit inférieure à 3% sur une année.

La modération en cours de l'inflation est consécutive à la fois à la baisse des prix à l'importation, à l'amélioration de l'offre locale des biens de consommation et à la facilitation de la circulation des marchandises sur le territoire national grâce au progrès de l'aménagement du territoire.

Graphique 1 : Evolution de l'inflation de 2011 à 2015



Dans le domaine du commerce extérieur, l'excédent commercial enregistré en 2013 tend à fondre avec le temps qui passe. De 1 456,4 milliards fcfa en 2013, l'excédent commercial a été presque divisé par deux en 2014 en ressortant à 742,5 milliards fcfa. En 2015, on enregistrera vraisemblablement un déficit commercial de plus de 800 milliards fcfa.

Le solde du compte courant du commerce extérieur se détériore à cause de la nette dégradation de la balance de services combinée aux résultats moins bons de la balance commerciale. C'est pour cela que l'équilibre extérieur est désormais défavorable en affichant un besoin de financement qui pourrait atteindre 10% du PIB en 2015.

Tableau 2 : Balance de paiements (en valeur)

	en valeurs (milliards de fcfa)		
	2013	2014	2015
Compte courant	-777,2	-1 882,4	-3 202,0
Balance commerciale	1 456,4	742,5	-833,9
Exportation des biens, fob	4 460,1	4 438,2	3 063,7
Pétrole brut	4 057,2	3 952,0	2 553,4
Autres	403,0	486,2	510,2
Importation des biens, fob	-3 003,7	-3 695,7	-3 897,5
Secteur pétrolier	-679,7	-1 442,0	-1 506,2
Secteur non pétrolier	-2 324,1	-2 253,7	-2 391,4
Balance des services	-1 674,2	-2 085,6	-2 034,8
Balance des revenus	-599,9	-581,0	-380,8
Balance des transferts courants	40,5	41,7	47,5
Compte de capital et financier	185,9	1 719,8	2 132,5
Compte de capital	34,11	8,6	163,855
Compte financier	151,8	1 711,2	1 968,6
Erreurs et omissions	288,2	357,6
Solde global	-303,1	194,9	-1 069,5
Financement	303,1	-194,9	1 069,5

Source BEAC

I.1.2 L'EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE

La masse monétaire nationale est en augmentation constante d'une année à une autre. En valeur absolue elle est passée de 2 322 milliards fcfa en 2013 à 2 625 milliards fcfa en 2014. En dépit de la croissance économique modérée attendue en 2015, elle devrait dépasser 2 700 milliards fcfa.

Tableau 3 : Evolution de la situation monétaire (en valeur)

	en valeur (milliards de fcfa)			
	2012	2013	2014	2015
Avoirs extérieurs nets	3 097,4	3000,389	2 767,6	1 882,6
Avoirs intérieurs nets	-732,0	-620,003	-80,4	897,0
Crédits intérieurs nets	-670,1	-540,469	23,8	944,8
Créances nettes sur l'Etat	-1 347,9	-1330,422	-984,4	-248,4
Crédits à l'économie	677,8	789,953	1 008,2	1 193,2
Autres postes nets	-61,9	-79,534	-104,2	-47,7
Masse monétaire (M2)	2 304,4	2 322,0	2 624,9	2 713,3
Monnaie fiduciaire	564,8	624,99	667,4	709,5
Dépôts à vue	1 486,4	1368,849	1 614,2	1 615,8
Dépôts à terme	253,1	328,142	343,3	388,0
Total avoires	2 365,3	2 380,4	2 687,3	2 779,7
Total engagements	2 304,4	2 322,0	2 624,9	2 713,3

Source : BEAC

De toutes les contreparties de la monnaie, ce sont les crédits à l'économie, qui contribuent désormais le plus à l'augmentation de la masse monétaire. En passant de 790 milliards fcfa en 2013 à 1 008 milliards fcfa en 2014, les crédits octroyés à l'économie par les banques ont augmenté de 27,6% et ont pesé pour 45,8% dans l'augmentation de la masse monétaire en 2014.

A contrario, la chute du prix du pétrole a entraîné dans son sillage la baisse des avoires extérieurs nets (-7,8%) en fin 2014 avec un effet de -10% sur la croissance de la masse monétaire. C'est la diminution des avoires extérieurs nets des banques primaires (-72%) qui explique cette contribution négative. L'augmentation de l'impact des avoires extérieurs nets de l'Etat (+8,4%) sur le résultat final n'a pas suffi à compenser l'impact négatif (-18,4%) produit par la forte baisse des avoires extérieurs nets des banques primaires. Toutefois, le Congo demeure le pays de la zone franc qui a le plus d'avoires extérieurs nets.

En 2015, on prévoit une augmentation de la masse monétaire de 4% sous l'effet de la progression des crédits de l'économie (+19%).

Les avoirs extérieurs nets en 2015 seront vraisemblablement encore moins importants qu'en 2014 à cause du maintien à un niveau relativement bas du prix du pétrole brut et donc de la baisse des revenus des exportations.

Au total, le taux de couverture extérieure de la monnaie est passé de 101,1% en 2013 à 88,9% en 2014. Il pourrait descendre à 78,9% en 2015.

I.2 SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES ENTRE 2013 ET 2015

I.2.1 L'EXECUTION DU BUDGET EN 2013 ET 2014

A/ Réalisation des ressources budgétaires

Avec plus de 3 500 milliards fcfa encaissés, l'année 2013 reste exceptionnelle sur le plan de la réalisation des recettes notamment des recettes internes. La montée continue des prix du pétrole et la forte mobilisation des recettes fiscales expliquent cela. Par contre, les réalisations des ressources budgétaires ont connu une baisse de plus de 300 milliards fcfa au terme de l'année 2014

1. Des recettes internes

Prévues à 3 283,1 milliards fcfa en 2014, les recettes internes se sont établies à 2 800,7 milliards fcfa, soit un taux de réalisation de 85,3%, dominées à hauteur de 70,0% par les recettes pétrolières. En dépit de la hausse de la production pétrolière, les recettes pétrolières en 2014 ont chuté de 23,9% à 1 942,2 milliards fcfa, sous l'effet du reflux du cours du baril du pétrole brut. Les recettes non pétrolières ont connu une augmentation de 7,1%, passant de 801,3 milliards fcfa en 2013 à 858,5 milliards fcfa en 2014

2. Des recettes externes

Les recettes externes en 2014 ont été mobilisées à hauteur de 355,4 milliards fcfa. Ces recettes ont été constituées à 91,2% des emprunts contractés auprès de la Chine, dans le cadre de l'accord du partenariat stratégique. La mobilisation des dons reste faible (17,06% des prévisions), en dépit des efforts entrepris au cours de l'année 2014 (31,1 milliards fcfa mobilisés contre 9,6 milliards fcfa une année plus tôt).

Tableau 4 : Réalisation des recettes budgétaires 2013-2014

en milliards fcfa	2013			2014		
	Prévisions	Réalisations	Taux d'exécution (en %)	Prévisions	Réalisations	Taux d'exécution (en %)
Ressources internes	3 368,70	3 352,90	99,50	3 284,10	2 803,30	85,4
Recettes pétrolières	2 597,20	2 551,60	98,2	2 378,10	1 942,20	81,7
Recettes non pétrolières	771,50	801,30	103,9	906,00	861,00	95,0
recettes fiscales	710,50	765,00	107,7	855,00	847,85	99,2
recettes non fiscales	61,00	36,30	59,5	51,10	13,00	25,4
Ressources externes	675,00	123,20	18,30	648,80	355,40	54,8
Dons	191,00	9,60	5,0	182,30	31,10	17,1
Emprunts	484,00	113,60	23,5	466,50	324,30	69,5
TOTAL RESSOURCES	4 043,70	3 476,10	86,0	3 932,90	3 158,70	80,3

Source : DGB/TOFE

B/ Exécution des dépenses budgétaires

Au cours de la période sous revue, le montant total des dépenses budgétaires a connu une augmentation de 12,2%, passant de 2 868,0 milliards fcfa en 2013 à 3 218,8 milliards fcfa en 2014.

On note la prédominance des dépenses d'investissement public. Elles ont représenté en moyenne annuelle 65% des dépenses totales.

Les dépenses de fonctionnement ont connu une hausse de 8,6% passant de 1 004,7 milliards fcfa en 2013 à 1 090,6 milliards fcfa en 2014. L'entrée en vigueur de l'accord de revalorisation du point d'indice du traitement des agents de l'Etat et les dépenses courantes de la préparation des jeux africains expliquent pour l'essentiel cette augmentation.

Les dépenses en capital sont passées de 1 845,2 milliards fcfa en 2013 à 2 113,2 milliards fcfa en 2014 soit une hausse de 268 milliards fcfa. Cette augmentation des dépenses d'investissement public traduit les efforts du gouvernement dans la construction des infrastructures de base (routes, aéroports, municipalisation accélérée, complexe sportif de

Kintélé, logements sociaux, etc) et dans l'amélioration des conditions de vie de la population.

L'investissement public en 2013 et 2014 a représenté plus de 25% du PIB.

Tableau 5 : Exécution des dépenses par nature 2013-2014

en milliards fca	2013			2014		
	Prévisions	Paiements	Taux d'exécution (en %)	Prévisions	Paiements	Taux d'exécution (en %)
Dépenses ordinaires						
Personnel	270,00	274,69	101,74	324,00	322,52	99,54
Biens et services	259,77	327,85	126,21	327,26	337,73	103,20
Charges communes	105,84	106,78	100,89	102,35	102,63	100,27
Transferts et interventions*	366,77	295,33	80,52	384,64	327,69	85,19
Dépenses d'investissement	1 796,44	1 585,24	88,24	2 494,81	2 113,20	84,70
Service de la dette	221,39	127,25	57,48	14,83	15,00	101,14
TOTAL DEPENSES	3 020,20	2 717,14	89,97	3 647,90	3 218,78	88,24

Source : Lois de règlement

* hors contribution

I.2.2 LES TENDANCES DE L'EXCUTION DU BUDGET 2015

A/ Tendances de la réalisation des ressources budgétaires en 2015

La prévision des ressources budgétaires en 2015 est de 2 749 milliards fca dont 1 864 milliards fca de ressources propres, hors ressources propres de trésorerie.

Au 31 août 2015, les ressources propres ont été mobilisées à hauteur de 966 milliards fca dont 621 milliards fca de recettes internes hors pétrole.

Tableau 6 : Ressources budgétaires propres (hors pétrole) au 31 août 2015

en milliards fcfa	Impôts	Douanes	Recettes de services	TOTAL
Janvier	61 653 900 425	13 003 733 183	466 313 952	75 123 947 560
Février	63 250 079 999	11 908 169 881	445 526 767	75 603 776 647
Mars	75 352 692 463	12 501 806 430	229 592 428	88 084 091 321
Avril	72 077 188 558	13 036 912 463	432 449 737	85 546 550 758
Mai	78 983 305 648	11 006 235 865	759 888 048	90 749 429 561
Juin	50 722 814 701	12 625 371 120	331 252 133	63 679 437 954
Juillet	51 241 464 973	15 072 970 594	570 422 599	66 884 858 166
Août	63 610 748 359	11 546 545 464	725 561 343	75 882 855 166
TOTAL	516 892 195 126	100 701 745 000	3 961 007 007	621 554 947 133

Source : DEP

En faisant une simulation, tenant compte de la moyenne mensuelle de réalisation, les recettes propres de l'Etat (hors pétrole) atteindraient 930 milliards fcfa en fin décembre 2015, pour une prévision de 973 milliards fcfa.

Les recettes pétrolières, réalisées au 31 août pour un montant de 345 milliards fcfa, n'arriveront pas à la somme totale de 886 milliards fcfa, prévue pour fin décembre 2015. Dans le meilleur des cas, elles plafonneraient à 500 milliards fcfa en fin d'année.

B/ Tendances de l'exécution des dépenses budgétaires en 2015

1. Les dépenses de fonctionnement

Hors dette publique, les dépenses de fonctionnement de l'Etat exercice 2015 sont inscrites pour un montant total de 841 milliards fcfa. Au 31 août 2015, elles ont été ordonnancées pour 549 milliards fcfa soit 65% des prévisions.

Tableau 7 : Ordonnancement des dépenses de fonctionnement de l'Etat (hors dette publique et charges communes)

INSTITUTIONS ET MINISTÈRES	PREVISIONS 2015		EXECUTION AU 31 AOÛT 2015					DISPONIBLE
	INITIALES	REAJUSTEES	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	TRANSFERTS	TOTAL	% D'EXEC	
Secteurs sociaux	318 201 592 647	295 709 724 870	100 843 655 729	21 891 419 089	57 515 990 002	180 251 064 820	60,96	115 458 660 050
Education	180 226 780 054	173 161 990 346	67 066 548 567	12 577 335 212	22 776 100 113	102 419 983 892	59,15	70 742 006 454
Enseignement primaire, secondaire, chargé de l'alphabétisation	108 276 405 441	103 103 474 141	55 500 152 647	9 597 059 271	783 027 000	65 880 238 918	63,9	37 223 235 224
Enseig. Technique, Professionnel, Formation qualifiante et Emploi	23 192 083 070	21 604 898 470	10 780 159 160	2 698 156 683	1 928 262 087	15 406 577 931	71,31	6 198 320 539
Enseignement supérieur	46 1 72 273 742	46 145 583 819	242 055 150	158415628	19 842 401 176	20 242 871 954	43,87	25 902 711 865
Recherche scientifique	2 586 017 800	2 308 033 915	544 18 1 609	123 703 630	222 409 850	890 295 089	38,57	1 417 738 826
Santé	103 631 732 112	94 310 216 070	23 747 087 407	8 523 669 322	24 649 404 326	56 920 161 056	60,35	37 390 055 014
Santé et Population	93 94 3 805 317	86 716 411 533	20 508 632 355	7 815 780 490	24 618 256 826	52 942 669 671	61,05	33 773 74 1 862
Affaires Sociales, Action humanitaire et Solidarité	9 687 926 795	7 593 804 537	3 238 455 052	707 888 833	31 147 500	3 977 491 385	52,38	3 616 313 152
Développement Social et Emploi	10 151 226 050	5 958 392 597	2 545 117 466	432 118 704	285 422 000	3 262 658 170	54,76	2 695 734 427
Travail et Sécurité Sociale	8 812 987 500	5 028 222 182	2 022 746 547	235 645 545	149 734 500	2 408 126 592	47,89	2 620 095 590
Promotion de la femme et intégration de la femme au développement	1 338 238 550	930 170 415	522 370 919	196 473 159	135 687 500	854 531 578	91,87	75 638 837
Culture, sports et loisirs	24 191 854 432	22 279 125 858	7 484 902 289	358 295 851	9 805 063 563	17 648 261 703	79,21	4 630 864 155
Sports et Education physique	15 678 252 776	14 701 621 276	4 483 931 450	64 736 722	6 012 812 523	10 561 480 695	71,84	4 140 140 582
Culture et arts	4 505 506 514	4 803 632 738	751 789 131	135 793 550	2 827 751 040	3 715 333 721	77,34	1 088 299 017
Education Civique et Jeunesse	4 008 095 142	2 773 871 844	2 249 181 709	157 765 579	964 500 000	3 371 447 288	121,54	-597 575 444
Production et commerce	44 293 782 189	37 713 238 789	10 974 931 256	1 537 633 790	4 799 955 662	17 312 520 708	45,91	20 400 718 080
Secteur rural	25 018 372 302	22 439 262 332	5 869 586 265	419 076 080	2 356 427 319	8 645 089 664	38,53	13 794 172 668
Economie Forestière et développement durable,	14 293 858 875	12 735 358 890	2 483 321 380	195 409 300	1 672 903 508	4 351 634 188	34,17	8 383 724 701
Agriculture et élevage	10 724 513 427	9 703 903 442	3 386 264 885	223 666 780	683 523 811	4 293 455 476	44,24	5 410 447 966
Autres ministères	19 275 409 887	15 273 976 457	5 105 344 991	1 118 557 710	2 443 528 343	8 667 431 044	56,75	6 606 545 413
Tourisme et environnement	2 291 511 572	1 415 113 872	866 39 1 347	184 595 291	4 428 946	1 055 415 584	74,58	359 698 288
Hydrocarbures	1 949 274 433	1 542 706 833	442 501 421	14 743 500	350 295 488	807 540 409	52,35	735 166 424
Commerce et Approvisionnements	3 686 297 582	3 073 542 632	1 596 852 710	86 992 750	92 946 786	1 776 792 246	57,81	1 296 750 386
Petites et moyennes entreprises et artisanat	1 267 904 582	1 036 386 270	228 258 424	177013479	232 241 853	637 513 756	61,51	398 872 514
Pêche et Aquaculture	1 331 214 071	1 023 411 172	574 097 012	113 209 857	86 102 791	773 409 660	75,57	250 001 512
Mines et Géologie	4 274 537 586	3 594 398 836	649 1 79 915	113 590 400	1 261 277 609	2 024 047 924	56,31	1 570 350 912
Développement industriel et promotion du secteur privé	3 891 436 783	3 263 097 416	748 064 162	340 111 733	408 734 870	1 496 910 765	45,87	1 766 186 651
Présidence, chargé des Zones Economiques Spéciales	583 233 278	325 319 425	0	88 300 700	7 500 000	95 800 700	29,45	229 518 725
Infrastructures	16 314 120 100	15 238 860 836	3 039 720 642	492 061 010	4 399 347 056	7 931 128 708	52,05	7 307 732 128
Equipement et travaux publics	2 884 064 339	2 597 939 364	921 108 307	120 545 710	222 676 098	1 264 330 115	48,67	1 333 609 248
Construction, urbanisme et habitat	3 094 402 205	2 471 119 666	603 839 753	28 070 333	123 362 362	755 272 448	30,56	1 715 84 7 218
Energie et hydraulique	4 039 989 392	5 699 564 067	163 121 654	32 825 258	3 528 050 596	3 723 997 508	65,34	1 975 566 558
Postes et télécommunications, nouvelles technologies de la communication	2 063 74 9 780	1 116 814 705	60 588 907	29 1 94 950	485 958 000	575 741 857	51,55	54 1 072 848
Transports, Aviation Civile et Marine Marchande	3 461 006 341	2 780 347 858	1 291 062 021	154 961 858	39 300 000	1 485 323 880	53,42	1 295 023 978
Délégué, chargé des voies navigables et économie fluviale	304 504 421	211 705 454	0	71 898 700	0	71 898 700	33,96	139 806 754
Délégué chargé de la Marine Marchande	466 403 624	361 369 724	0	54 564 200	0	54 564 200	15,1	306 805 524

INSTITUTIONS ET MINISTERES	PREVISIONS 2015		EXECUTION AU 31 AOUT 2015					DISPONIBLE
	INITIALES	REAJUSTEES	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	TRANSFERTS	TOTAL	% D'EXEC	
Gouvernance administrative et économique	99 761 357 314	83 350 201 758	33 959 563 821	10 382 076 962	28 591 428 919	72 933 069 701	87,5	10 417 132 056
Economie, finances, plan, portefeuille public et intégration	82 156 522 463	68 082 686 957	25 201 340 390	9 397 529 689	27 591 981 937	62 190 852 016	91,35	5 891 834 941
Présidence, aménagement du territoire et délégation des grands travaux	1 182 394 359	822 481 802	249 234 201	454 271 808	29 940 000	733 446 009	89,17	89 035 794
Délégué, chargé du plan et Intégration	515 007 985	317 837 835	0	301 531 600	0	301 531 600	94,87	16 306 235
Affaires Foncières et Domaine Public	2 434 136 732	1 799 588 645	551 751 382	54 765 547	791 669 482	1 398 186 411	77,69	401 402 234
Fonction Publique et Réforme de l'Etat	13 473 295 775	12 327 606 518	7 957 237 848	173 978 318	177 837 500	8 309 053 666	67,4	4 018 552 852
Défense et Sécurité	284 250 772 110	258 518 821 326	55 927 887 470	95 006 040 760	7 351 676 548	158 285 604 778	61,23	100 233 216 548
Défense Nationale	205 570 389 324	194 778 958 388	35 900 094 493	84 457 777 609	999 525 550	121 357 397 652	62,31	73 421 560 736
Intérieur et Décentralisation	78 680 382 786	63 739 862 938	20 027 792 977	10 548 263 151	6 352 150 998	36 928 207 125	57,94	26 811 655 812
Souveraineté	118 534 531 325	130 152 188 733	21 707 305 680	26 987 729 336	50 252 476 939	98 947 511 955	76,02	31 204 676 778
Présidence de la République	41 728 739 635	53 520 943 635	4 191 882 776	22 148 032 494	24 838 924 566	51 178 839 835	95,62	2 342 103 800
Sénat	11 816 104 246	12 416 104 246	40 051 357	0	9 145 291 660	9 185 343 017	73,98	3 230 761 229
Assemblée Nationale	21 720 081 056	22 720 081 056	247 013 389	0	13 428 751 000	13 675 764 389	60,19	9 044 316 666
Médiateur de la République	606 000 000	606 000 000	0	0	454 500 000	454 500 000	75	151 500 000
Conseil économique et social	1 510 000 000	1 510 000 000	0	0	1 262 500 000	1 262 500 000	83,61	247 500 000
Commission nationale de lutte contre la fraude	650 000 000	600 000 000	0	0	260 000 000	260 000 000	43,33	340 000 000
Observatoire de lutte contre la corruption	600 000 000	550 000 000	0	0	317 046 000	317 046 000	57,64	232 954 000
Communication et Relations avec le Parlement	10 647 816 682	9 697 351 182	4 766 381 272	181 991 490	255 887 500	5 204 260 262	53,67	4 493 090 920
Affaires Etrangères et Coopération	29 255 789 707	28 531 708 615	12 461 976 886	4 657 705 353	289 576 213	17 409 258 452	61,02	11 122 450 163
Gouvernance judiciaire	21 904 944 313	20 651 963 688	8 431 013 166	1 383 508 923	3 642 500 000	13 457 022 089	65,16	7 194 941 600
Garde des sceaux, justice et droits humains	16 778 157 181	15 525 176 557	7 828 859 785	1 383 508 923	45 250 000	9 257 618 708	59,63	6 267 557 849
Commission Nationale des Droits de l'Homme	787 321 525	787 321 525	0	0	391 000 000	391 000 000	49,66	396 321 525
Conseil supérieur de la liberté de la communication	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	750 000 000	750 000 000	75	250 000 000
Cour suprême	435 000 000	435 000 000	0	0	326 250 000	326 250 000	75	108 750 000
Cour des Comptes	1 048 502 158	1 048 502 158	589 372 815	0	750 000 000	1 339 372 815	127,74	-290 870 657
Cour constitutionnelle	1 363 963 449	1 363 963 449	12 780 566	0	1 011 000 000	1 023 780 566	75,06	340 182 883
Conseil supérieur de la magistrature	252 000 000	252 000 000	0	0	189 000 000	189 000 000	75	63 000 000
Haute cour de justice	240 000 000	240 000 000	0	0	180 000 000	180 000 000	75	60 000 000
TOTAL CREDITS ALLOUES AUX MINISTERES ET INSTITUTIONS	903 261 100 000	841 335 000 000	234 884 077 764	157 680 469 870	156 553 375 126	549 117 922 760	65,27	292 217 077 240

La plus importante dépense de fonctionnement exécutée à ce jour a trait à la rémunération des agents de l'Etat, ayant consommé presque 235 milliards fcfa de crédits, soit plus de 40% du total des dépenses.

Les dépenses de biens et services ainsi que celles de transferts et interventions directes de l'Etat sont presque au même niveau d'exécution au 31 août 2015 (157 milliards fcfa pour les biens et services et 156 milliards fcfa pour les transferts et interventions directes de l'Etat). Si l'on maintient le même rythme de consommation de crédits, les dépenses de fonctionnement de l'Etat, hors dette publique, sont projetées au total à 821 milliards fcfa en fin décembre 2015, soit un taux d'exécution d'un peu plus de 97% des prévisions.

2. Les dépenses d'investissement

L'exécution des dépenses d'investissement public sur ressources propres, au 31 août 2015, se monte à 446 milliards fcfa pour une prévision de 1 133 milliards fcfa soit 40% d'exécution. L'essentiel de ces dépenses a été réalisé dans le cadre des grands travaux (409 milliards fcfa).

Tableau 8 : Ordonnancement des dépenses d'investissement sur ressources internes

INSTITUTIONSET MINISTERES	PREVISION32015		EXECUTION AU 31 AOUT 2015				DISPONIBLE
	INITIALES	REAJUSTEES	ORDONNANCEMENTS			% D'EXECUTION	
			GRANDS TRAVAUX	AUTRESTRAVAUX	TOTAL		
			MONTANT	MONTANT			
Secteurs sociaux	569 629 000 000	324 825 000 000	84 907 689 562	6 850 174 066	91 757 863 628	2825	233 067 136 372
Education	104 288 000 000	62 900 000 000	8 029 013 898	2 167 760 298	10 196 774 193	1621	52 703 225 807
Enseignement primaire, secondaire et alphabétisation	10 500 000 000	7 500 000 000	699 4 32 209	1 534 550 903	2 233 983 112	29,79	5 266 016 888
Enseig. Technique, Professionnel, Formation qualifiantes et Emploi	5 000 000 000	6 000 000 000	59 1 94 926	603 209 395	662 404 321	11,04	5 337 595 679
Enseignement supérieur	80 700 000 000	46 400 000 000	6 976 386 760	0	6 976 38 6 760	15,04	39 423 613 240
Recherche scientifique et innovation technologique	8 088 000 000	3 000 000 000	294 000 000	30000000	324 000 000	10,8	2 676 000 000
Santé	282 891 000 000	137 115 000 000	6 492 875 667	4 520 122 616	11 012 998 283	8,03	126 102 001 717
Santé et Population	280 291 000 000	134 515 000 000	6 4 92875 667	4 520 122 616	11 012 998 283	8,19	123 502 001 717
Maires Sociales. Action humanitaire et Solidarité	2 600 000 000	2 600 000 000	0	0	0	0	2 600 000 000
Développement Social et Emploi	2 430 000 000	655 000 000	0	0	0	0	655 000 000
Travail et Sécurité Sociale	1 000 000 000	255 000 000	0	9	8	0	255 000 000
Promotion de la femme et intégration de la femme au développement	1 430 000 000	400 000 000	0	0	0	0	400 000 000
Culture, sports et loisirs	180 020 000 000	124 155 000 000	70 385 800 000	162 291 152	70 548 091 152	56,82	53 606 908 848
Sports et Education physique	175 8 50 000 000	122 700 000 000	70 385 8 00 000	0	70 385 800 000	57,36	52 314 200 000
Culture et arts	2 4 50 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	1 000 000 000
Jeunesse et éducation civique	1 720 000 000	455 000 000	0	162 291 152	162 291 152	35,67	292 708 848
Production et commerce	25 950 000 000	23 870 000 000	2 090 228 908	1 202 828 399	3 293 057 307	13,8	20 576 942 693
Secteur rural	9 050 000 000	13 300 000 000	881 340 750	85 974 400	967 315 150	72,7	12 332 684 850
Economie Forestière et développement durable,	3 300 000 000	3 300 000 000	881 340 750	0	881 340 750	26,71	2 418 659 250
Agriculture et élevage	5 750 000 000	10 000 000 000	0	8 5 974 400	85 974 400	0,86	9 914 025 600
Autres ministères	16 900 000 000	10 570 000 000	1 208 888 158	1 116 853 999	2 325 742 157	22	8 244 257 843
Tourisme et environnement	1 370 000 000	400 000 000	0	0	0	0	400 000 000
Hydrocarbures	1 100 000 000	1 200 000 000	0	900 000 000	900 000 000	75	300 000 000
Commerce et Approvisionnements	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	1 000 000 000
Petites et moyennes entreprises et artisanat	4 1 50 000 000	2 650 000 000	558 8 88 1 58	0	558 888 158	21,09	2 091 111 842
Pêche et Aquaculture	2 100 000 000	1 100 000 000	0	216 853 999	216 853 999	19,71	883 146 001
Mines et Géologie	1 300 000 000	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	100	0
Développement industriel et promotion du secteur privé	3 980 000 000	2 920 000 000	0	0	0	0	2 920 000 000
Présidence, chargé des Zones Economiques Spéciales	1 900 000 000	800 000 000	150 000 000	0	150 000 000	18,75	650 000 000
Infrastructures	715 340 000 000	486 880 000 000	182 944 019 552	22 872 409 081	205 816 428 633	42,27	281 063 571 367
Equipement et travaux publics	477 050 000 000	331 000 000 000	93 731 161 229	13 500 000 000	107 231 161 229	32,4	223 768 838 771
Construction, urbanisme et habitat	49 700 000 000	46 400 000 000	49 686 288 229	2 000 000 000	51 686 288 229	111,39	-5 286 288 229
Energie et hydraulique	145 350 000 000	83 600 000 000	22 173 888 552	5 004 760 840	27 178 64 9 392	32,51	56 421 350 608
Postes et télécommunications, nouvelles technologies de la communication	2 000 000 000	2 500 000 000	1 000 000 000	1 500 000 000	2 500 000 000	100	0
Transports, Aviation Civile et Marine Marchande	41 240 000 000	23 380 000 000	16 352 681 542	867 648 241	17 220 329 783	73,65	6 159 670 217
Délégué, chargé des voies navigables et économie fluviale	0	0	0	0	0	0	0
Délégué chargé de la Marine Marchande	0	0	0	0	0	0	0

INSTITUTIONS ET MINISTÈRES	PREVISION S 2015		EXECUTION AU 31 AOUT 2015			% D'EXECUTION	DISPONIBLE
	INITIALES	REAJUSTEES	ORDONNANCEMENTS				
			GRANDS TRAVAUX	AUTRES TRAVAUX	TOTAL		
			MONTANT	MONTANT			
Gouvernance administrative et économique	53 720 000 000	170 045 000 000	69 150 263 431	2 934 551 340	72 084 814 771	42,39	97 960 185 229
Economie, finances, plan, portefeuille public et intégration	9 670 000 000	87 650 000 000	14 227 695 591	2 934 551 340	17 162 246 931	19,58	70 487 753 069
Présidence, aménagement du territoire et délégation des grands travaux	41 050 000 000	39 595 000 000	32 570 550 018	0	32 570 550 018	82,26	7 024 449 982
Délégué, chargé du plan et Intégration	0	0	0	0	0		0
Maires Foncières et Domaine Public	2 000 000 000	42 500 000 000	22 352 017 822	0	22 352 017 822	52,59	20 147 982 178
Fonction Publique et Réforme de l'Etat	1 000 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000
Défense et Sécurité	104 585 000 000	99 000 000 000	61 792 680 628	744 035 000	62 536 715 628	63,17	36 463 284 372
Défense Nationale	61 000 000 000	56 000 000 000	20 092 680 628	0	20 092 680 628	35,88	35907319372
Intérieur et Décentralisation	43 585 000 000	43 000 000 000	41 700 000 000	744 035 000	42 444 035 000	98,71	555 965 000
Souveraineté	16 655 000 000	24 770 000 000	7 942 550 000	899 555 200	8 842 105 200	35,7	15 927 894 800
Présidence de la République	11 000 000 000	22 670 000 000	7 633 800 000	199 555 200	7 833 355 200	34,55	14 836 644 800
Sénat	0	0	0	0	0		0
Assemblée Nationale	0	0	0	0	0		0
Médiateur de la République	0	0	0	0	0		0
Conseil économique et social	0	0	0	0	0		0
Commission nationale de lutte contre la fraude	0	0	0	0	0		0
Observatoire de lutte contre la corruption	0	0	0	0	0		0
Communication et Relations avec le Parlement	1 855 000 000	500 000 000	308 750 000	0	308 750 000	61,75	191 250 000
Maires Etrangères et Coopération	3 800 000 000	1 600 000 000	0	700 000 000	700 000 000	43,75	900 000 000
Gouvernance judiciaire	3 570 000 000	3 510 000 000	790 000 000	1 053 278 139	1 843 278 139	52,52	1 666 721 861
Garde des sceaux, justice et droits humains	3 570 000 000	3 510 000 000	790 000 000	1 053 278 139	1 843 278 139	52,52	1 666 721 861
Commission Nationale des Droits de l'Homme	0	0	0	0	0		0
Conseil supérieur de la liberté de communication	0	0	0	0	0		0
Cour suprême	0	0	0	0	0		0
Cour des Comptes et de discipline budgétaire	0	0	0	0	0		0
Cour constitutionnelle	0	0	0	0	0		0
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	0	0	0		0
Haute cour de justice	0	0	0	0	0		0
TOTAL CREDITS ALLOUES AUX MINISTÈRES ET INSTITUTIONS	1 489 449 000 000	1 132 900 000 000	409 617 432 081	36 556 831 225	446 174 263 306	39,38	686 725 736 694

Le rythme ralenti d'exécution des dépenses d'investissement est imposé par le faible niveau de réalisation des recettes pétrolières.

En valeur, ce sont les dépenses d'équipement et travaux publics (107 milliards fcfa), du complexe sportif de Kintélé et autres salles de sport (70 milliards fcfa), de construction d'urbanisme et de l'habitat (51 milliards fcfa) ainsi que celles de la sécurité et de la décentralisation (42 milliards fcfa) qui ont été les plus importantes.

Au regard du rythme d'encaissement des recettes pétrolières, on devrait projeter à 500 milliards fcfa seulement le total des dépenses d'investissement public en 2015. La mobilisation en cours des ressources de trésorerie devrait permettre de pousser la projection des dépenses en capital de l'Etat à 800 milliards fcfa au maximum (hors ressources).

Cela correspondrait à une exécution de plus de 70% des prévisions.

II. LES PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES MONDIALES ET NATIONALES DE 2016 A 2018

Il est difficile de proposer des perspectives raisonnables, soient-elles à court terme, qui devront s'avérer exactes, dans un environnement dominé par l'incertitude. Dans le contexte présent, l'économie mondiale pourrait voir son rythme de croissance s'accélérer, se stabiliser ou ralentir. De même que la croissance modérée actuelle pourrait être remplacée par la récession ou par la stagnation.

L'élaboration des perspectives ici est un choix de scénario avec ses hypothèses de comportement des principales grandeurs macroéconomiques.

Le scénario retenu est celui de l'économie mondiale qui aura à peu près les mêmes principales caractéristiques : présence des facteurs d'accélération de l'activité économique dans les pays de l'OCDE, ralentissement contenu dans les pays émergents et en développement, situation géopolitique inchangée ou presque.

Les perspectives macroéconomiques nationales, influencées en grande partie par celles mondiales, découlent du même scénario.

II.1 PERSPECTIVES ECONOMIQUES MONDIALES

Jusqu'en 2020, d'après le FMI, la croissance de la production mondiale ne dépassera pas 4%.

Le FMI se fonde sur un scénario, que nous adoptons, selon lequel l'économie mondiale conservera son rythme actuel de croissance qui est compris entre 3 et 4% depuis 2011.

Tableau 9 : Croissance dans le monde (variations annuelles en %)

	2011	2012	2013	2014	Projections		
					2015	2016	2020
Monde	4,2	3,4	3,3	3,4	3,1	3,6	4,9
Pays avancés	1,7	1,2	1,1	1,8	2,0	2,2	1,9
États-Unis	1,6	2,3	1,5	2,4	2,6	2,8	2,0
Zone euro	1,6	-0,8	-0,3	0,9	1,5	1,6	1,5
Japon	-0,5	1,8	1,6	-0,1	0,6	1,0	0,7
Autres pays avancés	2,9	1,7	2,2	2,8	2,3	2,7	2,8
Pays émergents et en développement	6,2	5,2	5,0	4,6	4,0	4,5	5,3
Par région							
Communauté des États indépendants	4,8	3,4	2,2	1,0	-2,7	0,5	2,4
Pays émergents et en développement d'Asie	7,7	6,8	7,0	6,8	6,5	6,4	6,6
Pays émergents et en développement d'Europe	5,4	1,3	2,9	2,8	3,0	3,0	3,4
Amérique latine et Caraïbes	4,9	3,1	2,9	1,3	-0,3	0,8	3,0
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan	4,4	4,8	2,3	2,7	2,5	3,9	4,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	4,5	4,9	2,1	2,6	2,3	3,8	4,0
Afrique subsaharienne	5,0	4,2	5,2	5,0	3,8	4,3	5,4
Pour mémoire							
Union européenne	1,8	-0,4	0,2	1,5	1,9	1,9	1,9

Source FMI octobre 2015

Suivant le scénario choisi, la croissance devrait se raffermir dans les pays avancés, en passant d'une moyenne de 1,1% en 2013 à 2,0% entre 2015 et 2018. Ce raffermissement s'expliquerait par plusieurs facteurs notamment la mise en œuvre d'une politique monétaire accommodante et non conventionnelle, la baisse des prix du pétrole brut, l'amélioration de la situation de l'emploi avec son corollaire le regain de confiance des consommateurs, des politiques budgétaires moins restrictives et le bon comportement d'ensemble des marchés financiers.

Les Etats-Unis d'Amérique ont les meilleures perspectives de toutes les économies des pays avancés. Entre 2015 et 2018, la croissance de l'économie des USA sera légèrement supérieure à 2% (2,1% en moyenne). Nombreux déterminants justifient cette bonne orientation : les conditions financières favorables aux entreprises et aux ménages, l'amélioration progressive du marché de l'emploi, la hausse des rémunérations, la reprise des investissements, la relance du marché immobilier, etc.

Dans la zone euro, la reprise amorcée en 2014 (0,9% de croissance) après deux années de récession (-0,8% en 2012 et -0,5% en 2013) se confirmerait en 2015. Le taux de croissance, dans cette région se maintiendrait autour de 1,5% entre 2015 et 2018.

La politique monétaire expansionniste de la Banque centrale européenne conjuguée à la reprise de la demande intérieure et au dynamisme de la croissance américaine justifient le regain d'optimisme dans la zone euro.

Les pays émergents et en développement devraient continuer de souffrir du ralentissement de leur croissance, sans plonger ni dans la stagnation ni dans la récession. Après avoir longtemps connu des taux de croissance supérieurs à 5% (5,5% en moyenne entre 1997 et 2006, 8,7% en 2007, 7,4% en 2010 et 6,2 % en 2011), ils enregistreraient un taux de croissance moyen inférieur à 5% entre 2015 et 2018.

Ce ralentissement a plusieurs causes : la fin du cycle expansionniste en Chine, des goulets d'étranglement structurels, la baisse des prix des produits de base, l'appréciation du dollar, le durcissement des conditions du financement extérieur, la faiblesse de la demande intérieure, les tensions géopolitiques, etc.

II.2 PERSPECTIVES ECONOMIQUES NATIONALES

Aujourd'hui, on ne saurait envisager des perspectives de l'économie nationale sans se référer aux activités pétrolières. Le pétrole, c'est encore 50% à 65% du PIB.

Les études sur l'évolution future du cours du baril du pétrole brut concluent presque toutes au maintien des prix à leur niveau actuel ou à leur légère amélioration, sans que le prix du baril de Brent ne dépasse 70 dollars avant 2018.

De 2016 à 2018, le prix du pétrole brut congolais, aligné sur celui du Brent, oscillerait entre 40 et 65 dollars. Cela est de nature non seulement à limiter les investissements dans les activités pétrolières et dans celles de la sous-traitance pétrolière, mais aussi à réduire considérablement les recettes publiques attendues de ces activités.

Les revenus pétroliers en baisse induiraient nécessairement des ajustements budgétaires avec des coupes claires des dépenses d'investissement public après celles des dépenses de fonctionnement de l'Etat.

Les perspectives vues sous cet angle conduiraient au ralentissement de la croissance de l'économie nationale.

La dernière analyse des services du FMI sur l'économie congolaise (juillet 2015) épouse cette vision. Ces services écrivent : << Les perspectives à court et moyen terme seront tributaires de l'évolution du secteur pétrolier et de la trajectoire et de la qualité de l'ajustement budgétaire. (----). La croissance du PIB devrait se situer à 4% en 2015 et être en moyenne de près de 3% par an sur la période 2015-2020. >>.

On peut avoir une autre vision des perspectives de l'économie nationale en prenant en considération à la fois l'évolution des prix et de la production du pétrole ainsi que l'évolution prévisible des activités hors pétrole.

Il est aujourd'hui établi que, grâce à la mise en production de nouveaux gisements " off-shore " découverts dans les années passées (Néné Banga, Litchendjili, Lianzi, Moho Nord, ---), la production pétrolière augmentera régulièrement entre 2016 et 2018. Elle dépassera les 100 millions de barils.

Les activités hors pétrole dans tous les secteurs et dans presque toutes les branches d'activités (agriculture, élevage, pêche, bois, industrie extractive, industrie agro-alimentaire, industrie manufacturière, bâtiments et travaux publics, télécommunications, hôtellerie, commerce, etc...) devraient continuer de croître à un rythme soutenu.

Il en résulterait, année après année, un PIB réel en augmentation au-dessus de la moyenne de 7%.

Le FMI, dans ses prévisions pessimistes, a retenu un taux de croissance de l'économie congolaise à 6,5% en 2016, 7,0% en 2017 et 3,4% en 2018. Il s'est fondé sur un PIB pétrolier en augmentation de 18,2% en 2016, de 18,8% en 2017 et de 3,5% en 2018, avec l'évolution du PIB non pétrolier, pour les mêmes années, respectivement de 3,4%, 3,3% et 3,4%.

La politique de diversification qui devrait être renforcée et mieux ciblée à partir de 2016 offrirait des perspectives de croissance des activités non pétrolières bien meilleures que celles retenues par le FMI.

Il restera que la croissance forte de l'économie réelle entre 2016 et 2018 ne se traduira pas nécessairement par une sensible amélioration des recettes publiques. Le prix du pétrole brut restant relativement bas et les nouvelles activités hors pétrole bénéficiant des exonérations fiscales, dans le cadre de leur promotion, la situation budgétaire de l'Etat pourrait rester difficile pendant toute la période sous analyse.

De façon générale, les perspectives ici tracées restent exposées à des risques tant à court qu'à moyen terme.

A court terme, le risque principal est la réaction des marchés financiers internationaux à la survenance d'un ou plusieurs événements non anticipés. Une forte baisse des prix des actifs entraînerait une baisse des activités dans les pays avancés et probablement un retrait important des capitaux des pays émergents, gênant considérablement le développement des activités dans ces pays.

La poursuite de l'appréciation du dollar et le relèvement des taux d'intérêt aux USA constituent d'autres risques à court terme pour les pays émergents et en développement qui verraient leurs dettes libellées en dollars devenir plus importantes et les conditions de leur financement à l'extérieur se durcir.

A moyen terme, il y a le risque d'affaiblissement de la croissance aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement. Une croissance mondiale encore plus faible aura pour conséquences, entre autres, de maintenir bas les prix des produits de base et d'étrangler les pays exportateurs de ces produits.

Un autre risque à moyen terme est représenté par la hausse conséquente des taux d'intérêt dans les autres pays avancés que peut

faire resurgir des tensions financières dans le monde et replonger l'ensemble des pays dans une crise semblable à celle de 2008.

De même qu'une montée en puissance des tensions géopolitiques au proche et Moyen-Orient, en Afrique du Nord ou en Ukraine peut déstabiliser l'économie mondiale et remettre en cause les perspectives retenues dans ce document.

III. LES ORIENTATIONS ECONOMIQUE ET BUDGETAIRE POUR L'ANNEE 2016

III.1 ORIENTATION ECONOMIQUE

Le choix de promouvoir l'entreprise, fait en 2015, devrait être renouvelé aussi longtemps que la diversification de l'économie nationale ne sera pas satisfaisante.

En 2016 et pour les années à venir, l'orientation économique consiste en la diversification de l'économie s'appuyant, entre autres, sur la promotion et l'accompagnement des entreprises dans tous les secteurs d'activités.

Certes la diversification de l'économie est promue depuis longtemps dans notre pays. Mais à présent, il est question de la recadrer, de l'intensifier et de veiller, à sa réussite.

Recadrer la diversification c'est avant tout la repenser, à la lumière de l'expérience vécue.

La diversification des activités de production et d'échange, pour prendre durablement pied, doit être précédée par l'évolution profonde de l'environnement de base de ces activités. En d'autres termes, pour réussir la diversification il est judicieux au préalable d'investir dans le capital humain afin de disposer ou de renforcer des capacités de conduite et de mise en œuvre de la diversification ; de construire ou d'améliorer des infrastructures facilitant la production et les échanges ; de développer un secteur financier capable de porter la diversification et de lever ou réduire tous les obstacles à la réalisation de la production et des échanges dans les différents secteurs d'activités.

En renforçant ce socle de la diversification, on veillera aussi à mettre l'accent sur la multiplication des activités industrielles, agricoles et différents services, en 2016.

D'où la nécessité de poursuivre la promotion de l'esprit d'entreprise, de la culture managériale, de la création des entreprises et leur accompagnement.

S'agissant de l'investissement dans le capital humain, en 2016, le gouvernement poursuivra l'amélioration des conditions des études tant dans les établissements d'enseignement primaire et secondaire, technique et professionnel qu'à l'université de Brazzaville.

Dans le même temps, des nouvelles salles de classe et la nouvelle université de Kintélé seront construites et équipées des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Dans le domaine des infrastructures, la priorité sera donnée aux infrastructures de communication en cours de construction (les routes départementales, les routes nationales 1 et 2, les routes internationales reliant le Congo au Gabon et au Cameroun, l'aéroport de Nkayi dans la Bouenza,...), aux infrastructures de production et de distribution de l'électricité et de l'eau, aux infrastructures des télécommunications et aux infrastructures sociales du genre hôpitaux, ouvrages d'assainissement des villes et logements sociaux.

La multiplication des activités économiques procédera à la fois des incitations et de l'intervention directe de l'Etat.

Les incitations au secteur privé aux fins qu'il augmente ses investissements, au profit des activités déjà en cours, ou qu'il réalise de nouveaux investissements dans des nouvelles activités, relèveront des

mesures fiscales. Les interventions directes de l'Etat consisteront en des aides financières directes ou par le truchement des institutions financières publiques.

Outre les dépenses budgétaires et fiscales en faveur des entreprises, le gouvernement s'emploiera, en 2016, à développer le secteur financier afin d'offrir un large éventail d'opportunités financières à tous les investisseurs. Une nouvelle stratégie de développement du secteur financier sera mise en œuvre à cet effet.

De même que le gouvernement continuera de prendre et mettre en œuvre toute mesure de nature à lever ou à réduire les obstacles à la production et à la libre circulation des marchandises sur le territoire national.

Telles sont les principales caractéristiques de la politique économique du gouvernement en 2016.

III.2 ORIENTATION BUDGETAIRE

Le choix de base est celui de contenir les dépenses ordinaires de l'Etat dans la limite de ses ressources propres hors pétrole. En d'autres termes, les dépenses de fonctionnement de l'Etat ne devraient pas dépasser les recettes des impôts, des douanes, de services et du portefeuille.

Le deuxième choix est celui d'affecter toutes les autres ressources à l'investissement public.

Le troisième choix est celui de privilégier les investissements en cours notamment ceux ayant trait aux infrastructures.

L'orientation budgétaire étant aussi le reflet de l'orientation économique, les dépenses relatives aux priorités retenues pour 2016 se présentent ainsi qu'il suit :

Tableau 10 : Dépenses pour les activités prioritaires

Secteur	Dépenses de fonctionnement	Dépenses de transfert et d'investissement	TOTAL
Education (Enseignements primaire et secondaire, technique et professionnel, universitaire; Education physique; Recherche et innovation)	141 471 830 242	345 532 290 242	487 004 120 484
Infrastructures (équipement et travaux publics, transports, télécommunications, aménagement du territoire, énergie et hydraulique, construction et urbanisme)	-	813 579 973 736	-
TOTAL	-	1 159 112 263 978	

IV. DES PROJECTIONS BUDGETAIRES 2016 – 2018

On ne soulignera jamais assez les aléas qui entourent les projections portant sur le moyen terme. En fin d'analyse des perspectives macroéconomiques mondiales et nationales, nous avons mis en exergue les risques qui pèsent à court et à moyen terme aussi bien sur l'économie mondiale que sur l'économie nationale. S'ils se concrétisent, les projections en souffriront.

Les projections faites ici se fondent sur le scénario de l'évolution de l'économie mondiale dans des conditions quasi identiques à celles du présent.

On retient aussi que l'économie nationale demeurera dans une bonne dynamique de croissance.

Les projections concernant les ressources budgétaires tiennent compte de ces considérations. Celles élaborées pour les dépenses obéissent aux choix selon lesquels les dépenses de fonctionnement de l'Etat doivent être maîtrisées et celles d'investissement sont à maintenir à des niveaux qui permettent d'éviter l'entrée en récession de l'économie nationale.

IV.1 PROJECTION DES RESSOURCES BUDGETAIRES

IV.1.1 DES RECETTES PETROLIERES

Elles sont déterminées en tenant compte des éléments ci-après :

- la production pétrolière ;
- les clés du partage de la production ;
- les prix de vente du Brent et des bruts congolais ;
- le taux de conversion du dollar (monnaie de vente du pétrole).

Tableau 11 : Prévisions des recettes pétrolières à moyen terme

Variables déterminantes	2016	2017	2018
Production (en Mbbbl)	95,74	96,53	101,00
Prix du Brent (\$/bbl)	45,88	59,59	69,64
Décote (\$/bbl)	-3,38	-4,59	-4,64
Prix Congo (\$/bbl)	42,50	55,00	65,00
Part de l'Etat (%)	28,17	31,72	32,66
Taux de change (\$/fcfa)	600	550	500
RECETTES (hors bonus en milliards fcfa)	735,690	919,090	1 063,403

La production a été évaluée à partir des profils communiqués par les sociétés qui exploitent le pétrole au Congo.

Les clés du partage sont issues des termes fiscaux des champs pour lesquels des négociations ont eu lieu et ont abouti aux accords signés par les sociétés pétrolières et l'Etat. Il s'agit des permis de Yombo-Masseko, Nkossa, Tchibouela et Tchendo.

Les prix tiennent compte des publications disponibles dont la synthèse se présente comme suit :

Tableau 12 : Prévisions sur l'évolution du prix du Brent (en \$)

Source et période de production	2016	2017	2018	2019
Banque Mondiale (juin 2015)	57,2	61,1	65,2	69,6
FMI (juin 2015)	64,2	67,1	69,9	71,5
Union Européenne (février 2015)	71,4	86,1	93,8	-
OCDE (février 2015)	65,0	-	-	-

Une décote de l'ordre de 4,5\$ a été appliquée au prix du Brent pour déterminer le prix du pétrole brut congolais. Ce niveau de décote a été évalué en tenant compte des différentiels observés au cours du premier semestre 2015 entre le prix du Brent et ceux des bruts congolais.

Au regard du cours actuel du dollar, pour 2016 on prévoit 1\$ = 600 fcfa.

En 2017, un dollar s'échangerait contre 550 fcfa et en 2018, on reviendrait à un dollar équivalent à 500 fcfa.

Suivant les hypothèses retenues, les recettes pétrolières augmenteront d'une année à une autre, influencées par l'augmentation de la production et le redressement du prix du baril.

IV.1.2 DES RECETTES FISCALES

A/ Recettes de la fiscalité intérieure

Elles sont évidemment liées à l'activité économique nationale qui en constitue l'assiette de base.

Au regard de la législation en vigueur et des capacités actuelles de mobilisation, les recettes fiscales intérieures sont projetées ainsi qu'il suit.

Tableau 13 : Réalisations des recettes fiscales intérieures entre 2012 et 2015 et projection de 2016 à 2018

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Prévision des recettes par la méthode d'assiette de remplacement	518	603	689	765	850	887	926
Réalisation budgétaires	502,2	617,4	692,8	764,0			

Source : DGID

A l'image de l'économie nationale, les recettes fiscales intérieures continueraient de progresser d'année en année, en s'approchant de 1 000 milliards fcfa, qui pourront être dépassés dès 2019.

B/ Recettes douanières

Les projections des recettes douanières ne prennent pas en compte la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à l'import et à l'export ainsi que les recettes communautaires (contribution communautaire à l'intégration, taxe communautaire d'intégration et taxe au profit de l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires) liées aux échanges extérieurs.

Pour la projection des recettes douanières de la période 2016-2018, on a retenu la méthode de l'assiette de remplacement, la même adoptée pour le calcul des recettes fiscales intérieures à venir.

La méthode de l'assiette de remplacement a permis de dégager un taux de remplacement moyen pour les cinq dernières années de 5,831%. Ce taux appliqué aux différents PIB hors pétrole des années 2016 à 2018 tels qu'arrêtés par les travaux du ministère a permis de projeter les recettes douanières de cette période.

Tableau 14 : Projection des recettes douanières de 2016 à 2018

en milliards fcfa	2016	2017	2018
Prévision des recettes par la méthode de l'assiette de remplacement	220	230	240

Source : DGDDI

IV.2 PROJECTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

Les dépenses budgétaires reflèteront les politiques et programmes adoptés et mis en œuvre pendant les années concernées. Toutefois, les dépenses devraient s'ajuster aux recettes budgétaires propres pour ne pas aggraver l'endettement public.

Si le prix du pétrole brut repart à la hausse, en dépassant 80 dollars par baril, l'Etat constituerait à nouveau une épargne en ne dépensant qu'une partie des recettes pétrolières.

La nouvelle règle d'ancrage budgétaire à adopter déterminera la clef d'affectation des recettes pétrolières.

IV.2.1 DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Pour les trois prochaines années, deux catégories des dépenses de fonctionnement ont un caractère incompressible : les charges financières de la dette publique extérieure et la rémunération des agents de l'Etat.

A ce jour, les projections de ces deux catégories de dépenses se présentent ainsi qu'il suit.

Tableau 15 : Evolution des dépenses de personnel de la fonction publique

	Prévisions 2015	Projection		
		2016	2017	2018
masse salariale	369 000 000 000	410 120 000 000	451 249 136 633	454 106 817 331
Incidence valorisation du point indiciaire			37 283 636 364	0
Sortie naturelle (retraite)			-2 391 485 398	-3 899 053 775
Provision pour indemnité de fin carrière			5 109 605 609	5 535 406 076
Provision pour avancement RCA et autres			1 127 380 058	1 211 328 396
Provision pour pour recrutement		ND	ND	ND

Tableau 16: Projection du service de la dette extérieure de 2016 à 2018

En millions F CFA

DESIGNATION	2016			2017			2018		
	Principale	Intérêt	TOTAL	Principale	Intérêt	TOTAL	Principale	Intérêt	TOTAL
I- CLUB DE PARIS			0			0			0
II- DETTE BILATERALE	175 913	11537	187 450	224 573	17 483	242 056	264 674	12 526	277 200
Fonds Arabes	0	167	167	0	166	166	0	166	166
Chine	148 783	8 892	157 675	195 559	14 297	209 856	233 766	8 858	242 624
France C2D II	19 204	0	19 204	19 593	0	19 593	19 991	0	19 991
AFD	0	530	530	0	851	851	0	1 315	1 315
INDE	0	1 395	1 395	1 495	1 781	3 276	2 991	1 963	4 954
Brésil	7 926	553	8 479	7 926	388	8 314	7 926	224	8 150
III- DETTE MULTILATERALE	4813	1375	6188	3832	1418	165108	3886	1425	161273
AID	868	620	1 488	1 095	651	83 426	1 371	648	82 330
FAD	116	203	319	117	244	39 382	117	286	39 265
BEI/CEE/FED	882	77	959	711	70	7 090	719	61	6 378
BADEA	750	84	834	840	84	9 275	510	82	8 434
FIDA	307	125	432	391	122	16 166	391	119	15 775
FMI	1312	5	1 317	0	0	0	0	0	0
OPEP	578	261	839	678	247	9 769	778	229	9 091
IV- DETTE COMMERCIALE	15 543	9 713	241 764	17 723	11234	226 298	16 289	12 467	209 043
a) Club de Londres	13 575	9 604	238 907	16 289	11 192	225 333	16 289	12 467	209 043
b) Divers Commerciaux	1 968	109	2 857	1 434	42	965	0	0	0
TOTAL DETTE EXTERIEURE	196 269	22 625	218 894	246 128	30 135	276 263	284 849	26 418	311 267

Source CCA

Les dépenses de consommation de biens et services seront dans l'ensemble maintenues à leur niveau actuel.

Les dépenses de transfert et des interventions directes de l'Etat évolueront en tenant compte de l'inflation et de la nécessité de bien entretenir les équipements dont le pays s'est doté.

Tableau 17 : Projection des dépenses de biens et services et des dépenses de transfert

Nature de la dépense	2016	2017	2018
Biens et services consommés	235 732 922 504	235 000 000 000	235 000 000 000
Transferts et interventions directes de l'Etat	306 944 535 000	320 000 000 000	330 000 000 000
TOTAL	542 677 457 504	555 000 000 000	565 000 000 000

IV.2.2 DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

La logique qui prévaudra pour le choix des investissements publics, pour les trois années à venir, sera :

- tenir compte des ressources budgétaires disponibles, des capacités nationales d'absorption des sommes à investir et des effets d'entraînement des investissements à réaliser ;
- achever les travaux en cours en veillant à donner la priorité aux travaux des infrastructures de communication, des télécommunications, de production et de distribution d'eau et d'électricité, des établissements d'enseignement, de santé et d'assainissement des villes ;
- sélectionner de nouveaux investissements en tenant compte des besoins de l'économie nationale en vue de sa meilleure structuration et pour son plus grand dynamisme ;
- s'assurer de l'efficacité de l'investissement à réaliser (dans le secteur social) en rapport aux besoins pressants de la majorité de la population ;
- poursuivre la politique des grands travaux d'aménagement et d'équipement du territoire national afin de pallier le déficit du pays en infrastructures de base.

Les dépenses d'investissement en 2016, 2017 et 2018, tout en se conformant aux critères ci-dessus énoncés, seront cantonnées entre 20 et 30% du PIB.

En prévoyant une augmentation de 10% des dépenses d'investissement, année après année, l'évolution en grandes masses se présente ainsi qu'il suit.

Tableau 18: Projection des dépenses d'investissement

	2016	2017	2018
Investissement sur ressources propres (en milliards fcfa)	1500	1650	1815

En s'appuyant sur le Plan national de développement (PND) 2012-2016, les parts stratégiques de l'investissement public projetées par axe se déclinent de la façon suivante.

Tableau 19 : Parts stratégiques par axe du PND concernant les dépenses d'investissement (en %)

Axes définis dans le PND	Prévision 2015 ajustées	Projections		
		2016	2017	2018
Axe stratégique 1 : Promotion de la démocratie et de la gouvernance	11,06	11,04	8,47	8,53
Axe stratégique 2 : Développement économique et promotion de la croissance	9,80	9,99	10,32	10,55
Axe stratégique 3 : Développement des infrastructures	54,11	53,99	54,32	54,54
Axe stratégique 4 : Développement social	19,88	19,84	21,72	21,30
Axe stratégique 5 : Développement équilibré et durable	5,15	5,14	5,17	5,07
TOTAL GENERAL	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : CPCMB

Tableau 20 : Parts stratégiques par ministère (en %)

Paramètres de répartition des enveloppes	Prévision 2015	Projections		
	ajustées	2016	2017	2018
Développement industriel et de la promotion du secteur privé	0,43	0,43	0,63	0,92
Garde des sceaux, ministre de la justice, des droits humains	0,31	0,31	0,31	0,3
Transports et de l'aviation civile	1,85	1,85	1,86	1,82
Travail et de la sécurité sociale	0,01	0,01	0,02	0,01
Economie, des finances, du budget et du portefeuille public	7,96	7,7	7,83	7,54
Intérieur et de la décentralisation	3,14	3,13	2,82	2,9
Mines et de la géologie	0,03	0,03	0,14	0,29
Economie forestière et du développement durable	0,29	0,29	0,29	0,29
Construction, de l'urbanisme et de l'habitat	10,59	10,57	10,65	10,95
Affaires étrangères et de la coopération	0,09	0,09	0,04	0,10
Agriculture et de l'élevage	0,82	0,81	1,04	1,27
Energie et de l'hydraulique	11,19	11,17	11,23	11,52
Équipement et des travaux publics	30,15	30,09	30,26	29,67
Santé et de la population	8,08	8,07	8,11	7,95
Commerce et des approvisionnements	0,06	0,06	0,22	0,22
Petites, moyennes entreprises et de l'artisanat	0,16	0,16	0,27	0,26
Aménagement du territoire et de la délégation générale aux grands travaux	2,32	2,32	2,33	2,28
Recherche scientifique et de l'innovation technologique	0,18	0,18	0,18	0,17
Défense nationale	6,10	6,10	4,00	4,00
Communication et des médias, chargé des relations avec le Parlement	0,03	0,03	0,03	0,03
Hydrocarbures	0,07	0,07	0,07	0,09
Présidence, chargé des zones économiques spéciales	0,05	0,05	0,05	0,05
Postes et télécommunications	0,32	0,32	0,32	0,57
Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité	0,51	0,51	0,51	0,50
Culture et des arts	0,06	0,06	0,06	0,06
Enseignement supérieur	2,27	2,72	3,15	3,09
Enseignement primaire et secondaire, de l'alphabétisation, de la jeunesse et de l'éducation civique	0,38	0,38	0,38	0,38
Enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi	0,38	0,37	0,38	0,37
Affaires foncières et du domaine public	2,54	2,53	2,55	2,50
Sports et de l'éducation physique	7,20	7,18	8,57	8,40
Pêche et de l'aquaculture	0,24	0,24	0,26	0,25
Tourisme et de l'environnement	0,02	0,02	-0,14	-0,14
Fonction publique	0,02	0,02	0,02	0,02
Plan et l'intégration				
Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement	0,02	0,02	0,02	0,02

Source : CPCMB